

Questions orales

QUESTIONS OUVRIÈRES

LES STATISTIQUES SUR LE CHÔMAGE AU MOIS DE SEPTEMBRE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Les statistiques de son ministère pour le mois de septembre révèlent que 20,397 autres personnes ont été mises à pied dans tout le Canada, dont 16,284 en Ontario. Cela signifie que 1,000 personnes se retrouvent en chômage chaque jour ouvrable au Canada, dont, encore une fois, plus de 800 dans la seule province de l'Ontario. Comment le ministre peut-il prétendre que ce n'est pas le moment de paniquer et que nous devons attendre un autre mois? Quels genres de programmes offre-t-il à ces chômeurs pour leur permettre de se trouver un emploi rémunérateur à court ou à long terme en vue de subvenir aux besoins de leur famille?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, nous disons que ce n'est pas le moment de céder à la panique parce que toute manœuvre en vue de créer de l'emploie ne conduit pas à des solutions efficaces et à long terme au problème. Nous, de ce côté-ci de la Chambre, préférons régler les problèmes de façon calme et efficace au lieu de crier à la catastrophe comme le député semble le faire. Ce que nous essayons de faire et, nous l'avons fait l'été dernier, c'est d'établir des programmes directs de création d'emplois susceptibles, en 1981 et en 1982, de fournir différents types d'emplois additionnels à plus de 80,000 Canadiens pour soulager les secteurs où le chômage sera vraisemblablement le plus élevé. Nous envisagerons la question d'une façon méthodique et efficace, contrairement au parti du député qui se contente souvent de paroles creuses et de crier à la catastrophe imminente.

LES LICENCIEMENTS CHEZ MASSEY-FERGUSON

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, permettez-moi, en guise de question supplémentaire, de demander au ministre si, avec la méthode prudente et étudiée qu'il a adoptée, il peut donner des conseils aux 600 personnes qui sont sur le point d'être licenciées, vendredi prochain, chez Massey-Ferguson de Brantford? Où doivent-elles s'adresser pour trouver du travail? Comment pourront-elles trouver du travail dans une région où, dans un rayon de 20 ou 25 milles, chaque localité à peu près souffre de chômage massif? Comment le ministre va-t-il leur apporter de l'aide avec ses appels à la raison?

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, le ministère fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, avec d'autres ministères d'ailleurs, applique divers programmes qui s'occupent directement du problème des licenciements. Nous mettons sur pied, en collaboration avec les syndicats et les entreprises locales qui procèdent à ces licenciements, des services consultatifs de main-d'œuvre qui s'occupent de chaque cas pris individuellement. Ceux qui désirent suivre un cours de recyclage ou postuler un nouvel emploi ont accès à tout ce qui existe comme information, consultations et offres d'emploi dans la région. Je con-

seille au député d'en parler à son chef. Dans la région d'Oshawa où ont eu lieu des licenciements, nous avons pu recaser 80 ou 90 p. cent des travailleurs licenciés. Mais nous ne sommes pas maîtres des décisions prises par les entreprises touchées par l'évolution du cycle économique.

M. Andre: Il ne s'agit pas de cycle économique mais de politique gouvernementale.

M. Axworthy: Cependant, nous disposons de divers programmes permettant de venir en aide aux travailleurs lorsque le cas se produit.

LES PROGRAMMES POUR AIDER LES CHÔMEURS

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, permettez-moi d'être très précis avec le ministre. On procède actuellement à des mises à pied de durée indéterminée à Welland, London, Tillsonburg, Scarborough, Brantford, Downsview, Hamilton, Stoney Creek, Midland, Kitchener et de nouveau à Brantford chez Massey-Ferguson. Où sont les fameux programmes précis pour ces 2,000 personnes qui vont être mises à pied, dans ces localités, à compter de vendredi prochain? Où sont les programmes spécifiques qui vont permettre à ces gens de trouver du travail soit à court terme soit à long terme pour les aider à faire face à leurs obligations cet hiver, étant donné que le ministre sait depuis cet été, pour l'avoir lui-même déclaré, qu'il y aurait un chômage énorme d'ici la fin de l'automne?

● (1430)

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Madame le Président, je rappelle à l'honorable représentant que c'est notre gouvernement qui, en se portant garant de Massey-Ferguson, a permis à cette société de conserver tous ses effectifs. La décision prise le 6 novembre porte sur une mise à pied temporaire. Ce sont les affaires de la compagnie qui l'ont rendue nécessaire. Sans l'intervention du gouvernement, personne ne travaillerait plus chez Massey-Ferguson.

* * *

LES POSTES

L'EFFIGIE DE LA REINE SUR LES TIMBRES

M. Bud Bradley (Haldimand-Norfolk): Madame le Président, j'aimerais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations puisqu'il est responsable de la Société canadienne des Postes. J'ai été enchanté d'entendre ici même la semaine dernière le premier ministre renouveler son allégeance à la Reine et nous promettre que le portrait de Sa Majesté figurerait sur les timbres de 1982. Mais je m'inquiète moins pour les timbres de 1982 que pour le programme d'émissions de 1983. Étant donné que le ministre est encore directement responsable du programme des émissions de timbres—la Société canadienne des Postes n'en a pas le contrôle—pourrait-il nous dire s'il est vrai que, comme on le prétend, le service de la planification a reçu l'ordre de supprimer définitivement l'effigie de Sa Majesté la Reine de tous les timbres qui seraient émis en 1983.